

OFFRE DE SEJOURS EN FRANCE, A L'ETRANGER ET LINGUISTIQUES POUR LES ENFANTS DES COLLABORATEURS DE L'INPI

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)

Siège

15 rue des Minimes - CS 50001
92677 COURBEVOIE Cedex
Téléphone : 0820 213 213
Télécopie : +33 (0)1 56 65 86 00

INPI Direct : 0820 210 211
www.inpi.fr – contact@inpi.fr

Établissement public national
créé par la loi n° 51-444 du 19 avril 1951

SOMMAIRE

1.	PRESENTATION DE L'INPI.....	3
2.	OBJET DES MARCHES.....	3
3.	DESCRIPTIF ET EXECUTION DES PRESTATIONS	4
4.	TRAITEMENT DES INSCRIPTIONS.....	4
A.	SUBVENTION INPI.....	5
B.	MODALITES ET DELAIS DE PAIEMENT DE LA PARTICIPATION FAMILIALE	6
5.	COMMUNICATION.....	6

1. PRESENTATION DE L'INPI

L'Institut national de la propriété industrielle (INPI) est un acteur majeur de l'innovation et de la création en France. Il délivre les titres de propriété industrielle (brevets, marques, dessins et modèles) et agit en faveur du développement économique par ses actions de sensibilisation et de formation.

L'INPI est l'opérateur du guichet unique pour les formalités d'entreprises (créations, modifications, cessations) et du Registre national des entreprises.

Il assure la diffusion des données sur les entreprises et la propriété industrielle.

L'INPI participe activement à l'élaboration du droit dans les domaines de la propriété intellectuelle, du soutien à l'innovation et à la compétitivité des entreprises, et de la lutte contre la contrefaçon, en France et à l'international.

Enfin, l'INPI assure l'homologation des indications géographiques artisanales et industrielles.

1.1 Moyens humains et financiers

L'INPI compte environ 800 collaborateurs qui se répartissent entre le siège à Courbevoie, les principaux établissements de Compiègne et Lille, et 12 implantations régionales, ainsi qu'une présence dans 9 pays étrangers.

Les effectifs sont répartis par implantation géographique comme suit (au 31/12/2024) :

Ville	Effectif au 31/12/24	Ville	Effectif au 31/12/24
Besançon	1	Nantes	5
Bordeaux	8	Orléans	2
Compiègne	16	Rennes	7
Courbevoie	562	Rouen	2
Grenoble	4	Strasbourg	8
Lille	152	Toulouse	9
Lyon	13	TOTAL	800
Marseille	10		

2. OBJET DES MARCHES

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) concernent l'offre de séjours en France, à l'étranger et linguistiques (apprentissage et immersion linguistique) à destination des enfants des collaborateurs de l'INPI.

3. DESCRIPTIF ET EXECUTION DES PRESTATIONS

La présente consultation a pour objet les prestations de colonies de vacances en France et à l'étranger à caractère sportif et/ou à thème ainsi que des séjours linguistique (apprentissage et immersion linguistique) destinées aux enfants et adolescents (4 à 14 ans et 14 à 17 ans) du personnel de l'INPI.

Les enfants ouvrant droit aux prestations décrites :

- les enfants des collaborateurs de l'INPI
- les enfants du conjoint d'un collaborateur de l'INPI
- les enfants orphelins d'un collaborateur de l'INPI

Les organismes doivent être en mesure d'accueillir des enfants en situation de handicap.

Période des séjours : vacances scolaires Toussaint, Hiver, Printemps et Eté.

Les départs des séjours devront se faire de Paris et de province. Il est également possible pour les parents qui le souhaitent, d'accompagner leur(s) enfant(s) sur place.

Les personnels de Direction et d'encadrement des séjours devront être titulaires respectivement du BAFD et du BAFA. Un assistant sanitaire devra être présent sur chaque séjour. Un surveillant de baignade devra être présent sur les sites où les activités aquatiques sont prévues.

Par ailleurs, afin d'attester du service fait, le titulaire fera signer une attestation de présence pour les personnes qui se forment au BAFA. Concernant les séjours, une attestation de séjour dûment complétée et signée sera également transmise par le titulaire à l'Institut.

Les lieux d'accueil pour les séjours devront être conformes à la réglementation du ministère de la jeunesse et des sports.¹

En termes de restauration, il est demandé une prise en compte des régimes alimentaires particuliers (prescription médicale ou appartenance religieuse).

En cas de problème de santé d'un enfant, les frais sont avancés par l'organisme. Au retour du séjour, l'organisme se fait rembourser par les familles et retourne les feuilles de soins aux familles. Par ailleurs, l'organisme se charge d'informer la famille et l'INPI en cas d'accident.

4. TRAITEMENT DES INSCRIPTIONS

Les collaborateurs retirent les dossiers d'inscriptions auprès du pôle action sociale de l'INPI.

¹ Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF) : partie législative (articles L.227-1 à L.227-12) et partie réglementaire (articles R.227-1 à R.227-30) ;
Arrêté du 22 septembre 2006 relatif à la déclaration préalable aux accueils de mineurs ;
Arrêté du 25 septembre 2006 relatif à la déclaration préalable des locaux d'hébergement ;
Arrêté du 9 février 2007 fixant les titres et les diplômes permettant d'exercer les fonctions d'animation et de Direction ;
Arrêté du 13 février 2007 relatifs aux seuils mentionnés dans le CASF ;
Arrêté du 20 février 2003 relatif au suivi sanitaire des mineurs mentionnés à l'article L.227-4 du CASF ;
Instruction N° I06-192JS du 22 novembre 2006.

Le pôle action sociale de l'INPI transmet les dossiers d'inscriptions complétés par les collaborateurs et les acomptes aux titulaires, après avoir vérifié la bonne disponibilité des séjours auprès des organismes sélectionnés.

Toute demande n'émanant pas du pôle action sociale de l'INPI ne doit pas être prise en compte par le titulaire.

Les titulaires devront désigner un référent dédié pour le suivi des inscriptions auprès de l'INPI.

Les titulaires se chargent d'envoyer directement aux familles tous les documents nécessaires au séjour (liste du trousseau, fiche sanitaire, confirmation de séjour...).

Les titulaires adressent la convocation de départ aux familles et au pôle action sociale de la DRHM de l'INPI à minima 7 jours ouvrés avant la date de début du séjour. Le marché s'exécutera selon les modalités suivantes pour la réservation des places :

A. SUBVENTION INPI

La participation des collaborateurs est basée sur un quotient familial établi à partir des revenus du foyer.

Quotients familiaux	Tranches	Participation des familles en % (arrondie à l'euro inférieur)	Participation INPI en % (arrondie à l'euro supérieur)
Inférieur à 565 €	1	7	93
De 566 € à 695 €	2	10	90
De 696 € à 765 €	3	13	87
De 766 € à 830 €	4	16	84
De 831 € à 930 €	5	20	80
De 931 € à 1 030 €	6	24	76
De 1 031 € à 1 145 €	7	30	70
De 1 146 € à 1 270 €	8	34	66
De 1 271 € à 1 470 €	9	38	62
De 1 471 € à 1 660 €	10	44	56
De 1 661 € à 1 960 €	11	50	50
Supérieur à 1 961 €	12	60	40

De plus, la base de calcul de la participation de l'INPI est plafonnée en fonction de la durée des séjours :

- Jusqu'à 10 jours : 1 250 €
- De 11 à 18 jours : 1 550 €
- A partir de 19 jours : 1 850 €

Toute évolution de la subvention fera l'objet d'une information du titulaire de marché par un envoi de la décision interne annexée au marché, modifiée.

B. MODALITES ET DELAIS DE PAIEMENT DE LA PARTICIPATION FAMILIALE

A l'inscription, les familles versent le montant de leur participation dû au titulaire par l'intermédiaire de l'INPI, en un ou plusieurs versements avec un solde au plus tard un mois avant le départ.

5. COMMUNICATION

Les catalogues doivent être consultables par les collaborateurs et le pôle action sociale en ligne et sous format papier.

Les titulaires se tiendront à la disposition des collaborateurs par téléphone au besoin.